

Un milliard de FB engouffré par le circuit

Les pertes dans la gestion du circuit de Francorchamps ont été colossales, ces dernières années : manque de rentrées et de rigueur, notamment.

LE TEMPS passe et toujours pas de contrat signé entre Bernie Ecclestone et la Région wallonne. Alors, les langues commencent à se délier...

Joseph Moxhet, ancien député permanent (PS) liégeois, président de la Société provinciale d'industrialisation pendant près de vingt ans, a aussi présidé l'Intercommunale du circuit de Francorchamps pendant douze ans (vice-président de 1985 à 1989 et président de 1989 à 2001. Il en a démissionné dans le cadre du décu-mul des mandats).

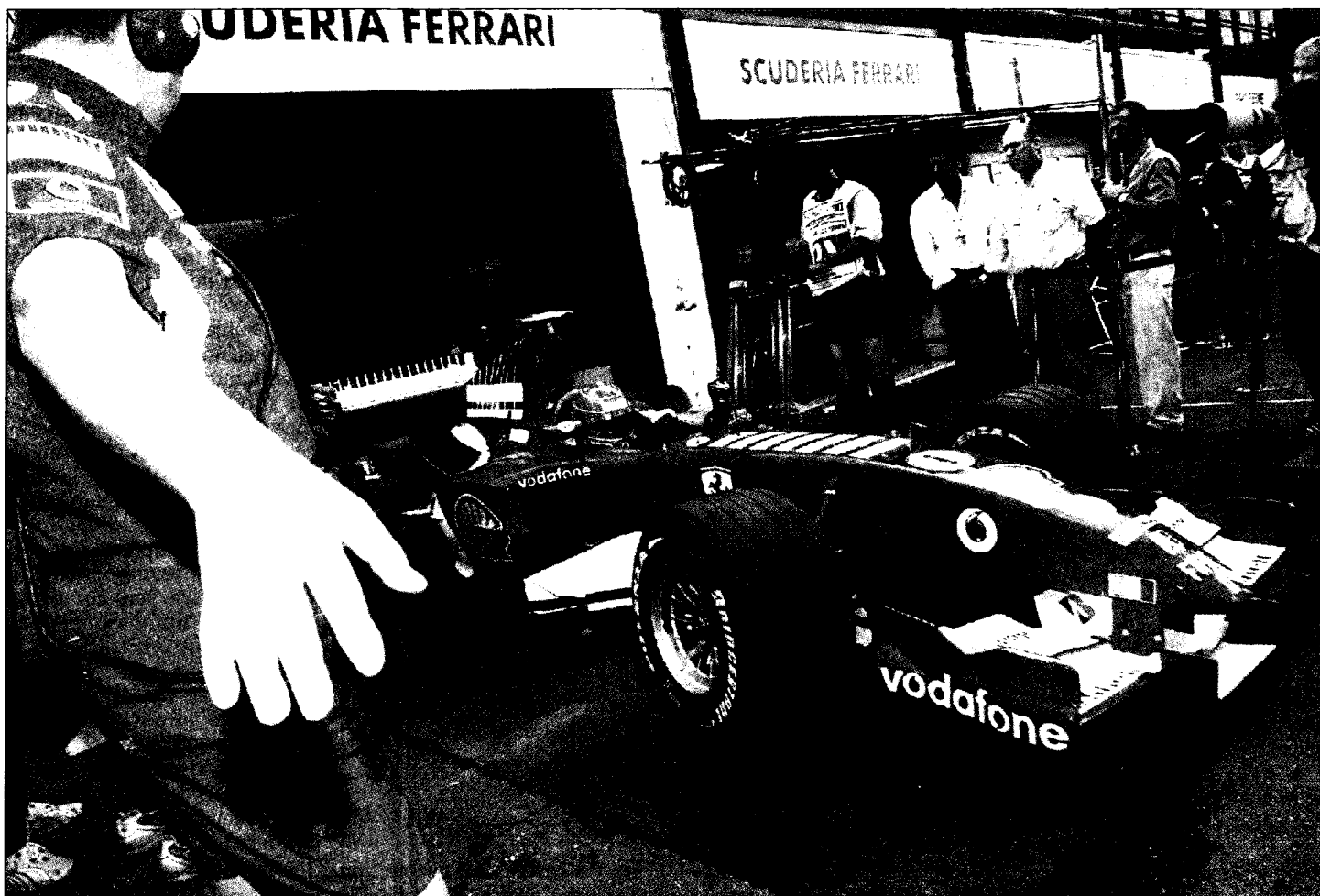
Son analyse est sévère : « Je suis horrifié, dit-il, de voir ce qui s'est passé, ces deux ou trois dernières années, à Francorchamps. Certes, le gouvernement wallon a liquidé le conseil d'administration et le directeur général de la société de promotion ; ceci dit, je constate que Jean-Marie Hap-part reste président de l'intercommunale. S'il n'est pas bon d'un côté, je me demande comment il l'est de l'autre ».

Joseph Moxhet parle de « procédés surprenants ». En juillet 2005, il interrogeait le ministre Courard sur les sources de financement des travaux sur le circuit, leur cautionnement par l'intercommunale et le respect des procédures en matière de marchés publics. Il n'a jamais obtenu de réponse à ses questions.

La faiblesse des finances et de la gestion

Joseph Moxhet affirme qu'au cours de ces dernières années, plus d'un milliard de francs s'est évaporé dans la nébuleuse de Spa-Francorchamps ! Où est passé cet argent ? Mauvaise gestion ? Mauvais choix ? Sans doute un peu tout cela.

En 2002 déjà, le gouvernement wallon avait dû concéder un prêt de 3 millions d'euros à l'Intercommunale du circuit, pour remettre ses finances à flot. Un audit, commandé en



Derrière les marques, les bolides et la passion des fans, le circuit de Spa-Francorchamps révèle quantité de problèmes dans sa gestion passée : liquidités volatilisées, train de vie excessif, manque de prudence, et sans doute bien d'autres choses encore.

EdA J. Duchateau

Un (gas)pillage des fonds publics

En juillet de l'année dernière, Joseph Moxhet a interrogé le ministre de tutelle des intercommunales (Philippe Courard) sur le financement des travaux du circuit (qui n'étaient encore estimés, à l'époque, qu'à 6 millions d'euros). Un an plus tard, attendant toujours patiemment une réponse, l'ancien président de l'intercommunale est à nouveau intervenu : « au terme d'une carrière de 40 ans, je n'ai jamais vu un tel pillage des fonds publics, écrit-il. Les problèmes de la Carolo ne sont que du « pipi de chat » à côté du tonneau des Danaïdes qu'est devenu le circuit depuis un peu plus de deux ans ».

Et Joseph Moxhet de poursuivre en épingleant une des manifestations organisées sur le circuit : « L'organisation des futures 24 Heures du R.A.C.B., telle qu'elle se met en place, va vraisemblablement déboucher sur une vaste escroquerie (une de plus) au détriment de l'I.S.F. » (Intercommunale de Spa-Francorchamps).

L'ancien député permanent défend aussi clairement le bourgmestre de Malmedy, dont on sait qu'il a été montré du doigt, ces dernières semaines, avec beaucoup de virulence, pour une erreur bien plus futile que la plupart des « affaires » qui éclaboussent des mandataires dans plusieurs communes wallonnes. « Tenter de déstabiliser Robert Denis, un des meilleurs bourgmestres de la province de Liège, pour une simple raison qu'il tient bon dans la problématique des taxes communales, peut apparaître comme une mesure de rétorsion », explique Joseph Moxhet.

2001, avait révélé une comptabilité mal tenue, des problèmes de commercialisation, une gestion patrimoniale déficiente mais aussi la vétusté des installations. La situation a continué de se dégrader, malgré les trois millions d'oxygène injectés dans l'intercommunale.

On se souvient que les députés wallons ont consacré, en décembre dernier, des journées entières d'auditions pour tenter d'y voir clair. En pure perte. Le gouvernement wallon a dû allonger 15 millions € via la Sogepa, ensuite convertie en capital, pour couvrir le plateau de la F1 en 2005, au terme de la gestion déficitaire du Grand Prix.

C'est une partie du milliard (25 millions €). Et, aux yeux de notre interlocuteur, il y a lieu d'y ajouter les subsides de fonctionnement versés à l'intercommunale et à la société de promotion. Ces montants, dit-il, sont absorbés par les pertes, une gestion peu prudente, un manque de rigueur, des travaux

réalisés sans appels d'offres et un train de vie peu en rapport avec la fragilité de l'entreprise. Des exemples ? « Le champagne coulait à flot lors des réunions et on faisait venir un traiteur de Bruxelles... »

Des commissaires bien payés

L'an dernier, Joseph Moxhet s'est aussi étonné, au Conseil provincial de Liège, que les deux commissaires du gouvernement wallon au sein de l'intercommunale du circuit reçoivent des émoluments identiques à ceux des membres du bureau exécutif (720 000 F par an). Il n'a pas reçu de réponse. Les intéressés, depuis lors, ont démissionné.

Un tel constat n'est pas fait pour redorer l'image du circuit de Francorchamps et rendre confiance en certaines intercommunales wallonnes. Pour la nouvelle équipe mise en place, cela fait quelques chantiers à prendre à bras-le-corps.

Charly DODET

Travaux incontournables, approche innommable

Pas de contrat, pas de travaux, a expliqué, il y a quelques mois Elio Di Rupo. Il n'y a effectivement pas encore de contrat, mais le temps presse.

SI Libert Froidmont, le président de la SOGEPa (société wallonne de gestion et de participation) et nouveau (depuis le début de l'été) patron de la société de promotion du circuit, a présenté, hier, aux riverains du circuit, les travaux qui doivent être réalisés avant l'organisation du Grand Prix 2007 de Formule un, ce n'est pas pour autant que les choses évoluent. Le fameux contrat qui doit lier (autrement) la Région wallonne et Bernie Ecclestone, que l'on attend depuis plus d'un an, n'est toujours pas signé.

Un Anglais très patient

On navigue depuis des mois dans le flou le plus total, car malgré les déclarations successives des uns et des autres, bien malin qui peut dire si le blocage vient des exigences de l'Anglais ou de difficultés au sein du gouvernement wallon.

Le moins qu'on puisse écrire, c'est que Bernie Ecclestone est un homme patient. Joseph Moxhet, qui a travaillé des années avec lui, dira même : « c'est un homme exigeant mais ce n'est pas un fantaisiste ».

L'organisateur anglais veut unifier les contrats qu'il signe dans tous les pays où sont organisés des GP. Quoi de plus normal ? À notre connaissance, cela ne prend pas autant de temps dans les autres pays.

Une chose est claire, avant les vacances, Elio Di Rupo a insisté sur le fait que le gouvernement wallon liait les travaux à la signature du contrat. « Pas de contrat, pas de travaux ».

Chacun s'est accordé à chiffrer à 19 millions d'euros les tra-

voux « nécessaires » pour mettre le circuit en conformité avec les exigences de la Formule un. Sans les tribunes. Si certains ont claironné, il y a quelques semaines, que les travaux débuteraient à la mi-novembre pour se terminer en mai 2007, on constate que Libert Froidmont explique aujourd'hui encore qu'« il n'y a accord sur rien ».

La saga des travaux

Des travaux pour 19 millions d'euros sans les tribunes. C'est une manie, en Wallonie, de détricoter un dossier pour donner l'impression d'en réduire le coût. Pourtant, les tribunes figurent aussi parmi les exigences de Bernie Ecclestone. Il faudra donc aussi les réaliser avant le 16 septembre 2007...

D'ailleurs, Joseph Moxhet (dont on ne peut pas dire qu'il ne connaît pas l'endroit, lui qui a siégé au Conseil d'administration de l'intercommunale pendant seize ans), n'est pas des plus optimistes : « Faire des travaux à Francorchamps, c'est toujours difficile. Il y a des sources un peu partout et elles ne sont pas toujours détectables. En outre, c'est un des endroits les plus difficiles en hiver, car on se trouve à une altitude élevée, ce qui risque d'entraîner des surcoûts ». Or, le début des travaux est « programmé » (?) au début de l'hiver.

On parle de menus travaux qui auraient déjà commencé. Peut-être pour héberger le vicomte Davignon.

Les travaux exigés ont donc été adjugés en juillet au consortium composé des entreprises Wust-Bodarwe-Besix et du bureau d'études liégeois Greisch. Une dizaine d'entreprises avaient soumissionné. L'assemblée sur lequel l'intercommunale a porté son choix n'a, dans l'absolu, rien de bien surprenant, car l'ISF doit encore 3 millions d'euros à Bodarwe pour de précédents travaux réalisés et impayés...

Ch. D.